

## Avis de tempête : l'Armageddon économique redouté depuis tant d'années a-t-il commencé ?



Après 2008, les grands banquiers centraux ont pris le pouvoir, jeté aux orties leur credo rigoriste, comprimé les taux d'intérêt et décidé d'imprimer de la monnaie à qui mieux-mieux. Les effets pervers de cette situation se font désormais sentir.

Avec Serge  
Federbusch

### 1 – Crépuscule de l'oligopolararchie monétaire

Tentons d'y voir un peu plus clair dans le mouvement de yo-yo, la pagaille sur les marchés d'action et les craintes qu'ils engendrent pour l'activité économique mondiale en gardant naturellement à l'esprit que l'erreur d'analyse est ô combien humaine.

Après 2008, pour sauver le système financier de la faillite et les économies dites réelles d'un terrible effet d'entraînement, les grands banquiers centraux ont pris le pouvoir, jeté peu à peu aux orties leur credo rigoriste (la BCE l'ayant fait en dernier ce dont la France a beaucoup souffert), comprimé les taux d'intérêt et décidé d'imprimer de la monnaie à qui mieux-mieux. Les gouvernements de ces pays étaient dépossédés de leurs influence mais, endettés jusqu'au cou, ils avaient déjà suffisamment à faire pour gérer des Etats-providence épuisés par les politiques de redistribution. Ils ont donc accepté sans maugréer ce transfert insidieux de souveraineté.

Las ! L'exercice arrive aujourd'hui à son terme. Autrefois, seuls les Américains abusaient du pouvoir de régler leur dette extérieure en leur propre monnaie. Mais le Japon, car il est surtout obligé vis-à-vis de ses propres épargnants ; l'Euroland, car il était tout beau et tout neuf et semblait paré des vertus de l'Allemagne ainsi que l'Angleterre, car elle grappille les avantages d'une sorte de double appartenance à l'Europe et aux Etats-Unis, ont pu se joindre au concert des nations imprimantes de monnaie servant d'instruments de réserve au niveau mondial. Attribuons à ce regroupement de circonstance le néologisme d'oligopolararchie monétaire.

Les effets pervers de cette situation se font désormais sentir. Tout d'abord, les pays exclus de ce banquet, la grande majorité d'entre eux, soumis à des contraintes extérieures féroces et à la concurrence d'ensembles économiques pouvant s'endetter sans compter, ont fini par décrocher. Parfois corrompus et mal gérés, ils étaient les maillons faibles du système ; ainsi en est-il du Brésil ou de la Russie.

Ensuite, l'oligopolararchie monétaire poursuit une stratégie défensive, d'aide à ses grosses structures étatiques nationales et à ses grandes entreprises par le rachat de leur dette. Cela ne stimule pas suffisamment la demande, notamment celle adressée aux pays émergents. Le monde entier est donc entré dans une spirale déflationniste qui a d'abord touché les marchés de matières premières et s'étend désormais à d'autres secteurs de l'économie. Nous vivons une situation paradoxale de stimulation monétaire par les grandes

---

banques centrales, de taux d'intérêt réduits à presque rien et de baisse des prix. Ce n'est plus la stagflation des années 1980, c'est l'inflation monétaire récessive.

Par ailleurs, l'oligopolarchie n'agit pas en vase clos. Tout ce qui est mal protégé chez elle (PME, populations mal formées, immigrés mal intégrés, etc.) souffre à l'unisson des pays extérieurs. Et ses entreprises exportatrices ou installées dans des marchés en récession, au premier chef les banques, commencent à sentir le goût amer de la déflation.

A ce problème global s'est surajouté le cas chinois, assez spécifique car la dictature qui domine ce pays et le gère comme un conseil d'administration s'est peu à peu fourvoyée dans le prêt à des clients qui abusent de la situation sus-décrite. La Chine est une sorte de membre contraint de l'oligopolarchie. Elle a soutenu le dollar pour continuer à exporter et n'a pas fait des efforts suffisants de reconversion vers une économie innovante qui par ailleurs menacerait le rôle du parti. Elle est aujourd'hui prisonnière d'une logique de maquillage des comptes publics et de fuite en avant dans un modèle économique qui alimente la déflation mondiale.

Ces dérèglements ont fini par produire une situation paradoxale de guerre larvée des monnaies puisque la dévaluation sournoise devient l'ultime ressource d'Etats et de banques centrales qui ont épuisé les charmes de la planche à billets sous sa forme contemporaine de monnaie électronique.

Cet état inédit intrigue et déstabilise les économistes qui peinent à proposer des réponses autres que la poursuite, à une échelle toujours plus grande, de la politique délétère de création monétaire ou de déficit budgétaire. Mais ce serait reculer le problème pour mieux faire sauter les banques : les marchés le sentent et leur fébrilité augmente. D'où les oscillations actuelles qui vont prendre une amplitude toujours plus grande.

Pendant ce temps, des individus toujours plus nombreux, laissés pour compte, inquiets ou déphasés, se tournent vers des idéologies embrigadantes, consolantes et totalitaires : le fascisme et le socialisme autrefois, l'islam aujourd'hui.

Toutes les crises que nous vivons sont donc liées et le danger est que leur temporalité finisse un jour par coïncider, entraînant le monde dans une convulsion analogue à la guerre de trente ans (1914-1945) connue au siècle dernier.

Bien ... ce n'était pas une analyse très réjouissante à planter dans un Pot aux Roses ! Des évolutions surprenantes nous échappent toujours et je souhaite sincèrement me tromper car, à mon âge, une guerre de trente ans, c'est un peu une guerre perpétuelle ...

## **2 - Déchéance de représentativité**

Courage fuyons ! Ils étaient 441 à se planquer pour ne pas avoir à faire entrer l'état d'urgence dans la constitution. Quelle meilleure démonstration de l'inanité croissante de la démocratie représentative ? Si, comme il est possible, Mou-Président ne parvient pas à emporter une majorité des trois-cinquièmes pour ses bidouillages, la seule voie qui lui restera sera celle de l'article 11 de la Constitution et du référendum qu'il prévoit.

Mais elle est hautement périlleuse, sachant que le Conseil constitutionnel pourrait renâcler à considérer qu'il s'agit de réformes sociales et donc à valider la procédure et surtout que la tentation pour les Français de répondre «non» à seule fin de hâter le fin du mandat présidentiel serait très forte.

## **3 - JO 2024 : les Français logotomisés !**

Plutôt que de demander aux Franciliens ou aux Parisiens s'ils veulent de cette ruineuse et magouilleuse candidature aux JO de 2024, Hidalgo et sa bande ont badigeonné l'Arc de triomphe de l'Etoile d'un affreux logo lumineux. Gageons qu'une manifestation contre cette ineptie serait interdite par Cazeneuve et Valls au nom de l'état d'urgence. Il faut bien qu'il serve à quelque chose, à Paris comme à Calais ...